

Article

« Silence ou guerre »

Brigitte Haentjens

Spirale : arts • lettres • sciences humaines, n° 247, 2014, p. 6-9.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/71092ac>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

Silence ou guerre

PAR BRIGITTE HAENTJENS

Sans contact, et il n'y a pas de conflits sans contact, l'être humain meurt dans l'homme. En conséquence cela signifie que la guerre est le dernier refuge de ce qu'on appelle l'humain. Car la guerre est contact ; la guerre est dialogue ; la guerre est temps libre.

— Heiner Müller

La crise qui secoue actuellement le milieu théâtral n'est certes pas nouvelle. Le théâtre au Québec, comme ailleurs j'imagine, a toujours évolué de crise en crise, certaines plus aiguës que d'autres.

Depuis dix ans, le sous-financement du théâtre québécois s'est aggravé. À cette crise financière, que le vieillissement du public et la diminution de la fréquentation exacerbent, se superpose une crise structurelle : les compagnies de création nées après 1995 se sentent lésées par rapport à leurs aînées. Elles n'ont jamais, sauf exception, eu les moyens de se développer.

Cette situation avive le sentiment de précarité et crée beaucoup de tensions dans le milieu théâtral.

Le magazine *Spirale* a d'ailleurs abondamment documenté cette crise dans le numéro de l'été 2013 (n° 245, « Horizon incertain du théâtre québécois », sous la responsabilité de Gilbert David et Yves Jubinville).

Je ne sais pas si, au moment où je commence cet article, je peux apporter quelque chose de nouveau à ce dossier bien dense qui, certainement, n'aura pas fait plaisir à tout le monde.

Dire que cette crise m'inquiète au plus haut point est un euphémisme. J'ai peur que nous allions dans le mur, et peut-être y sommes-nous déjà, alors que nous ne ressentons plus que les retombées du choc avec les fragments de l'explosion.

Mais surtout, j'éprouve un sentiment d'impuissance qui me paralyse actuellement et qui en immobilise peut-être d'autres tant l'avenir paraît plombé, baillonné par une chape de silence et d'indifférence des pouvoirs publics, du milieu artistique, de la population.

C'est si difficile parfois, au Québec, de prendre la parole, de heurter de front le consensus social, maintenu à un coût élevé, la menace de déchirement et d'éclatement nous imposant le silence. Il est si délicat de s'opposer à nos amis, camarades et frères avec qui nous avons si peu le goût d'entrer en conflit, puisque nous avons grandi ensemble, fréquenté les mêmes écoles de théâtre, parfois lutté côte à côte.

En outre, nous nous retrouvons régulièrement face à face dans des fonctions d'employeurs ou d'employés, ce qui ne facilite guère les désaccords.

Nous sommes, comme milieu, comme communauté, extrêmement fragiles. Le développement culturel et artistique est jeune au Québec, sans assise solide. Nous continuons de vivre à cheval sur deux systèmes — fédéral, provincial —, comme le reste de nos institutions et de nos structures. Nous faisons semblant de croire que nous prenons le meilleur des deux, mais je crains que nous ayons déjà perdu en partie notre âme dans cet écartèlement.

Minoritaires, nous le resterons inmanquablement, au milieu de cette mer nord-américaine qui fonctionne dans un système de performance et de *business* plutôt que de création et d'épanouissement.

Nous parlons une autre langue, nous espérons posséder une autre culture que nos voisins et nous n'avons pas choisi, politiquement, d'être maîtres chez nous.

Notre avancement, au titre de société, dépend de règles qui se situent à mi-chemin entre un modèle britannique et un modèle américain. Je crains que cela perturbe gravement notre développement au titre de peuple comme au titre d'artistes.



Cet état de fait, cette dépendance à un système qui nous a été imposé, que nous ne récusons pas et que nous continuons même de servir tout en feignant qu'il n'existe pas, a une influence considérable sur l'avenir comme sur la création artistique. Cela nous mine plus sûrement que la diminution des fonds publics attribués à l'art et aux artistes.

Depuis l'arrivée au pouvoir des conservateurs, l'État canadien, on le sait, s'est désinvesti de la culture. Mais au Québec non plus, l'Art ne semble plus du tout intéresser le Politique.

D'ailleurs, voit-on des politiciens québécois dans les musées, au théâtre, dans les spectacles de danse ? Non, ils préfèrent s'asseoir au gala de l'ADISQ où ils ont l'impression de participer à « une grande fête » qui rejoint le plus grand nombre et où, du moins, ils seront vus sur les écrans télévisuels.

Nous assistons à ce paradoxe : notre élite, composée en grande partie de politiciens, de gens d'affaires, de dirigeants des médias, de journalistes ou de chroniqueurs, méprise le peuple, jugeant que celui-ci ne devrait avoir accès qu'au divertissement fourni par l'Empire qui, justement, est en très bon terme avec le Pouvoir.

Cette même « élite », bâillant devant des œuvres qui ne la divertissent pas assez, les juge « élitistes » et donc indignes du peuple.

Elle préfère le lustre, les dollars et les paillettes qui la valorisent aux démarches artistiques qui, selon elle, ont le défaut de ne pas rejoindre assez de monde.

C'est que cette élite politico-médiatique corrompue, s'enrichissant dans le système du divertissement de masse qu'elle soutient, souhaite sans doute que le peuple soit exposé au seul divertissement auquel on le confine à grands coups de messages publicitaires et de convergences.

Comment s'étonner alors de la disparition presque complète, dans la sphère médiatique et publique, de la parole des artistes, du discours sur l'art ? N'est-ce pas que certains les jugent inutiles et réservés à une minorité aussi austère et ennuyeuse que celle des artistes ?

Comment se surprendre, dans un tel contexte, qu'on ait négligé depuis vingt ans de soutenir la création artistique et, singulièrement, la création théâtrale ?

Aucun appareil politique n'a compris l'émergence d'une nouvelle génération de créateurs qui allaient fonder des compagnies puisqu'ils ne parvenaient pas à s'exprimer ailleurs, ne trouvant pour la plupart ni soutien ni refuge dans les théâtres établis.

Cette génération allait pourtant réclamer, comme on dit si élégamment au gouvernement, « sa part du gâteau ».

Les phares qu'ont été, et que sont encore dans bien des cas, les Gilles Maheu, Denis Marleau ou Robert Lepage — pour les adultes —, les Suzanne Lebeau, Gervais Gaudreault et Monique Rioux — pour la jeunesse —, et tant d'autres, ont eu, dans les années 70 et 80, les moyens de se développer au sein de leurs compagnies. Du moins pendant un certain temps.

Alors que les fonds dédiés à l'art stagnent depuis plus de quinze ans, les Conseils des arts ont assisté à l'émergence d'une nouvelle génération de compagnies de création en se fermant les yeux, préférant saupoudrer quelques cennes à droite et à gauche avec des encouragements et des tapes dans le dos plutôt que de tirer la sonnette d'alarme et de prendre les mesures nécessaires, soit pour freiner le développement, soit pour le rendre possible.

De plus, l'écart du soutien public n'a cessé de se creuser entre les compagnies les mieux nanties (les plus anciennes) et les plus pauvres (généralement les plus récentes).

Les compagnies étant augmentées au pourcentage de leurs subventions passées, même aussi bien notées que leurs aînées, les plus récentes compagnies n'ont aucune chance de rattraper le retard.

Il faut bien reconnaître que le nombre de compagnies de création est devenu considérable. Il est légitime de se demander de quelle façon l'État peut soutenir une telle activité, alors que le public ne se renouvelle pas.

Et s'il y a des sacrifices à faire, comment se feront-ils ?

Selon quels critères ? Silence.

Je ne dis pas que tout se vaut, que toutes les démarches méritent d'être soutenues. Si on ne peut empêcher un artiste de s'exprimer, on n'est certes pas non plus obligé de lui donner la bénédiction pour ses premiers pas. L'Histoire regorge d'artistes méprisés par les pouvoirs publics.

Cependant, il faut bien remarquer qu'à force d'indigence bien des créateurs ayant fondé des compagnies après 1990 ont eu les ailes coupées. Ils se sont épuisés, justifiant ainsi la stagnation dont on les accuse. Ils n'ont pas les moyens de rivaliser avec leurs aînés.

Je ne pense pas toutefois qu'il s'agisse d'un problème uniquement générationnel.

Bien sûr, la majorité des créateurs ayant fondé des compagnies depuis 1995 ont quarante ans. Bien sûr, ils sont soutenus et encouragés par une partie de la critique et ils affichent parfois une arrogance qui ne plaît pas à tous.

Mais il y a aussi des compagnies nées à la même époque qui ont été créées par des créateurs matures, lesquels n'avaient pas eu la brillante idée de le faire plus tôt.

Ces artistes pensaient peut-être, tout comme moi, qu'ils pouvaient poursuivre leur démarche artistique dans les structures en place. En constatant que leur avenir artistique était verrouillé, poussés par un irrépressible besoin de liberté, ils n'ont pas eu d'autre choix que de créer de nouvelles structures, quitte à en payer le prix.

Au moment où certains créateurs pensent laisser leurs compagnies fondées dans les années 70 et songent à transmettre leur outil de travail à de jeunes artistes qu'ils ont choisis, il est normal que ceux qui vivent dans l'indigence depuis vingt ans s'interrogent.

Si, en matière de création artistique, les moyens financiers ne suppléent pas au talent, du moins permettent-ils dans bien des cas son éclosion, ne serait-ce qu'en offrant aux artistes le temps de mûrir leurs œuvres.

Malgré les injustices criantes, il ne s'agit pas d'arracher à l'un ce dont l'autre a besoin, ni surtout de choisir nous-mêmes les priorités de développement. Ces choix nous mettraient, comme milieu, dans une situation intenable.

Je crois que les Conseils des arts n'ont pas assumé de *leadership* depuis vingt ans. Ils se sont retranchés derrière un système de plus en plus « scientifique » (dans le cas du Conseil des arts du Canada) où la performance administrative et le modèle d'affaires a presque autant d'importance que la vitalité artistique. Les compagnies sont devenues des *business*, empruntant leur langage à celui des marchés, loin, très loin des utopies. Or elles n'ont pas les moyens, les ressources pour se comporter en entreprises.

L'art étant par nature dissident, je ne sais pas trop d'ailleurs comment on peut concilier l'urgence de l'expression et le moule HEC.

Au Québec, d'autres facteurs tempèrent sans arrêt les décisions des jurys du Conseil des arts et des lettres du Québec : le développement régional (ce qui est probablement normal), mais également les catégories de théâtre, comme si le théâtre devait se développer en corporations : le mime, la marionnette, le clown, le théâtre dansé, le théâtre parlé.

Alors qu'autrefois, le dynamisme d'une direction artistique était jugé quel que soit le type de structure auquel elle appartenait, aujourd'hui les compagnies sont évaluées par catégories : les théâtres à saison, les compagnies intermédiaires, le théâtre pour la jeunesse, etc. Ce système d'évaluation a pour conséquence de reproduire l'ordre établi sans le remettre en question.

Or la vitalité d'un artiste devrait réussir à s'imposer, indépendamment du genre pratiqué ou de la structure dans laquelle il travaille.

Je ne pense pas qu'il soit sain de vouloir absolument se protéger de façon corporative, comme si on appartenait à des corps de métier.

Bien évidemment, l'influence du politique se fait également sentir : certaines décisions des jurys de pairs ont été récuses par des fonctionnaires à la suite de pressions ministérielles.

On est au royaume du *lobbying*.

On en arrive à ce paradoxe : si la « qualité artistique » est encore officiellement le facteur prépondérant de l'évaluation d'une compagnie, en pratique on parle de plus en plus de « besoins » et de « performances » estimés en fonction de règles de plus en plus nébuleuses.

Il y a plus grave : aucune politique n'a été mise en place dans les vingt dernières années qui permettrait, comme cela se fait ailleurs avec succès, à de nouveaux publics d'avoir accès au théâtre. Rien, ni en éducation ni en « médiation », comme on dit en France, n'a été entrepris à grande échelle.

Aux créateurs de se débrouiller, de multiplier les offensives, de s'arracher les « parts du marché », dépensant toujours plus en publicité, en efforts vers les nouveaux médias, en rencontres avec le public et autres initiatives.

Pourtant, toutes les études le prouvent : le seul facteur d'augmentation de la fréquentation de l'art est la fréquentation de l'art. C'est irréfutable.

Bien sûr, la relation du public au théâtre est personnelle, intime, privée. Il s'agit de petits chocs qui transforment une vie. Ces chocs ont parfois besoin qu'une main soit tendue, qu'un guide présent communique sa passion, son enthousiasme, qu'il nous apprenne à lire ou à interpréter une œuvre.

Cette relation nécessite une éducation, dans le sens le plus noble du terme.

Sans un effort massif pour éduquer, sensibiliser, faire vibrer les plus jeunes, bientôt, nos salles ne compteront que des grabataires.

Le contexte actuel est donc très favorable à la rivalité, à l'aigreur et à la solitude. En l'absence totale de *leadership* de l'État, nous nous battons, chacun de notre côté, isolés, désespérés. Nous nous battons pour notre part de lumière, pour notre part de soutien, pour notre part de public.

Nous n'avons plus de contact les uns avec les autres, nous sommes isolés, fragmentés en sections, et c'est cet isolement même qui nous empêche de vivre. Qui nous déshumanise.

Dans ce paysage, la seule chose qui me donne espoir est d'assister aux discussions, même accompagnées de tensions et de déchirements, qui ont lieu dans le milieu théâtral ces derniers mois.

Certaines personnes, certains artistes, certaines compagnies souhaitent mettre un couvercle sur ce bouillonnement, de peur qu'il crée des fractures durables.

Cette effervescence actuelle atteste pourtant, en dépit des craintifs et des mécontents, de la seule voie possible : celle qui permet de prendre la parole, de dénoncer l'injustice et de créer des liens avec nos semblables, au prix de la confrontation, certes parfois douloureuse, mais nécessaire.

Je crois, comme Heiner Müller, que certains avancements ne peuvent se faire sans adversité.

Ces batailles témoignent du fait que nous sommes en vie, que nous nous tenons debout, dignes, comme êtres humains et comme artistes. —